Interview

Bangladesh : les ouvrières s'opposent aux islamistes

Après la catastrophe du Rana Plaza : « Nous voulons créer une contre-hégémonie des travailleurs »

mardi 21 mai 2013, par ALAM Badrul (Date de rédaction antérieure : 15 mai 2013).

Badrul Alam, militant du Parti Communiste du Bangladesh (marxiste-léniniste), a répondu aux questions de l'hebdomadaire britannique « Solidarity ».

Quelles sont les revendications que les travailleurs mettent en avant dans les grèves et les manifestations face à cette catastrophe ?

Badrul Alam – Ils exigent le procès du propriétaire de l'immeuble effondré et l'arrestation des propriétaires des cinq usines installées dans le bâtiment. Ils veulent aussi la sécurité sur tous les lieux de travail, le traitement approprié pour les propriétaires, l'indemnisation des familles des personnes tuées et l'aide pour ceux qui sont à l'hôpital.

Ils réclament un code spécifique pour la sécurité dans les bâtiments industriels. Il y a beaucoup d'autres usines de vêtements potentiellement dangereuses qui nécessitent des enquêtes.

Le propriétaire de la Rana Plaza a été arrêté, le gouvernement s'est engagé à le faire juger par un tribunal, mais, selon le code du bâtiment actuel, il ne sera condamné qu'à trois ans d'emprisonnement. Ce n'est pas la peine appropriée pour lui. Après trois ans, il sera libre de faire encore plus de mal aux travailleurs.

Les gens qui protestent réclament une nouvelle loi pour qu'à l'avenir aucun des propriétaires de bâtiments et d'usines ne puissent s'en tirer de cette manière.

Des drames similaires ont eu lieu à Dacca dans le passé. En novembre dernier, 112 personnes sont mortes lors d'un incendie dans l'usine de confection Tazreen Fashion. Delwar Hossain, le propriétaire de cette usine, n'a jamais été puni.

Votre parti soulève-t-il des revendications ou des idées particulières ?

Nous parlons bien sûr de la question de la sécurité au travail et nous soulevons également la question du système, et de la place des travailleurs dans le système. Nous voulons créer une « contre-hégémonie » des travailleurs. Nous parlons de la nécessité d'une révolution. Les travailleurs ont besoin de droits mais cette société ne peut pas assurer ces droits. Seuls les travailleurs peuvent résoudre ces problèmes.

Qu’en est-il de la capacité des travailleurs à s’organiser dans les syndicats et de celle des syndicats à exercer un contrôle sur la santé et la sécurité ?

Les travailleurs du textile ont le droit légal de se syndiquer mais les organisateurs syndicaux ne sont pas autorisés à entrer dans les usines pour construire des syndicats. La loi est du côté des travailleurs, mais les propriétaires la défient sans problème. Cela est particulièrement vrai dans les Zones Economiques Spéciales.

L’absence de syndicats à la base signifie que beaucoup de mauvaises choses arrivent aux travailleurs. L’organisation parmi les travailleurs du vêtement a aussi, dans une certaine mesure, été corrompue par les institutions gouvernementales.

Certains travailleurs du vêtement sont utilisés par le gouvernement et ont collaboré avec les propriétaires. Et cela est en train de faire du mal à un mouvement uni. Mais, dans l’ensemble, les travailleurs du vêtement sont très militants et les protestations ont été fortes.

Le principal parti d’opposition, le Parti nationaliste du Bangladesh, tente-t-il de prendre le contrôle des manifestations ?

Oui, l’opposition cherche à utiliser les protestations et toutes les formes de lutte, même celles construites par les travailleurs du vêtement eux-mêmes. Et ils ont des liens étroits avec des groupes extrémistes religieux. Mais quand l’opposition était au pouvoir, ils ont fait les mêmes choses aux travailleurs du vêtement.

Les travailleurs du vêtement font partie du secteur "formel ». Qu’en est-il des travailleurs dans le secteur informel ?

Les travailleurs du secteur informel sont encore plus vulnérables. Au moins il y a des lois en faveur des travailleurs du secteur formel. Mais la plupart des travailleurs sont dans le secteur informel et donc en dehors de la loi. Encore une fois, l’organisation est la clé.

Ces derniers jours, les islamistes ont organisé de grandes manifestations pour revendiquer des lois religieuses plus fortes. Quels sont leurs objectifs ?

Il y a eu de très grandes manifestations mais leurs demandes sont illégitimes. Ils exigent que le gouvernement adopte une loi limitant les droits des femmes. Leurs revendications sont médiévales et irrationnelles. Ils croient en la primauté du Coran, dans le pouvoir d’Allah, leur organisation s’appelle Hifazat-e-Islam, « Protection de l’Islam ».

Ils prétendent être apolitiques et non partisans et disent qu’ils sont seulement pour l’islam, mais ils ont aussi affirmé que le gouvernement devrait accepter et appliquer leurs exigences, sinon il serait obligé de démissionner ou même renversé.

Le 5 mai, les islamistes ont érigé des barricades dans les rues. Ils ont d’abord dit qu’ils allaient partir, puis qu’ils s’engageaient à rester jusqu’à ce que le gouvernement ait démissionné. Au petit matin du 6 mai, les forces de l’ordre les ont dispersés et de nombreux militants musulmans ont été tués dans ces affrontements. Le gouvernement dit qu’environ 20 personnes ont perdu la vie, Hifazat-e-Islam prétend qu’il y a eu des milliers de morts tandis qu’Amnesty International dit que 44 personnes ont été tuées.

D’où le Hizafat tire-t-il son soutien ?

Beaucoup de manifestants sont de jeunes étudiants des madrasas [les écoles religieuses]. Un grand

nombre d'entre eux n'en savent pas beaucoup sur les revendications politiques, ils vont à la manifestation par loyauté, ou parce qu'ils ont entendu que quelqu'un aurait dit quelque chose à propos du Prophète ou d'Allah.

Nous avons parlé à quelques-uns des jeunes étudiants, et ils nous ont dit qu'ils ne savaient pas grand-chose à ce sujet. Ils ont raconté qu'ils avaient été appelés par leur Huzur [l'enseignant en chef qui est le responsable de la madrasa] qui leur a dit qu'on leur paierait les frais de déplacement et de nourriture pour un voyage à la capitale. Beaucoup d'entre eux viennent de différents districts et de régions éloignées.

Comment ont réagi les femmes face aux manifestations des islamistes ?

Le 11 mai, les organisations de femmes progressistes se sont rassemblées devant le National Press Club et ont déclaré que les femmes refusent les exigences de Hifazat. Depuis notre indépendance en 1971, les femmes ont obtenu beaucoup de choses et elles ne sont pas prêtes à les perdre. Il y avait environ 20.000 femmes à cette manifestation, tandis que 100.000 partisans du Hifazat avaient manifesté le 6 mai.

Et les travailleurs ?

Les travailleurs protestent également contre le Hifazat. La plupart des travailleurs du vêtement sont des femmes, alors si le Hifazat fait passer ses exigences, leurs droits seront sévèrement limités et elles ne seront plus en mesure d'aller travailler. Les ouvrières ont utilisé l'exemple de Reshma Begum, une travailleuse du vêtement qui a survécu pendant plus de deux semaines dans les décombres de Rana Plaza. Elles ont dit que cela montrait comment les travailleuses peuvent survivre dans des conditions très difficiles, et qu'elles n'accepteront jamais d'être ignorées ou réprimées, d'où que viennent les attaques, y compris des militants islamistes.

P.-S.

* Article publié sur www.workersliberty.org

* Traduction pour avanti4.be : Jean Peltier.